4 La garantie des dommages accidentels

David BAKOUCHE,

agrégé des facultés de droit – professeur à l'université Paris-Sud

1 - L'assureur, dont il est à peine besoin de dire qu'il garantit des risques, n'a vocation à couvrir que ce qui est de réalisation incertaine ou, si l'on préfère, les seuls événements qui ont un caractère aléatoire. Doivent ainsi rester en dehors du champ de l'assurance les événements dont la réalisation, dépendant exclusivement de la volonté de l'assuré, est inéluctable. Mais entre ce qui est sûrement aléatoire et ce qui ne l'est manifestement pas, il y a place pour toute une série d'hypothèses intermédiaires : la quantification du risque révèle l'existence de degrés dans l'incertitude. Sous cet aspect, la représentation par l'assureur de l'intensité de l'aléa, entendue comme la plus ou moins grande probabilité de survenance de l'événement, est évidemment essentielle, au moins si l'on veut bien admettre que, face au risque, il doit faire preuve de circonspection. Comme on l'a dit, « tout refuser serait la négation même de son activité ; tout assurer, la certitude d'une mort programmée »¹. On comprend donc que, pour trouver le point d'équilibre et tracer la limite du risque assurable, les assureurs combinent les exclusions légales fondées sur la moralisation du risque, qui tiennent à la faute intentionnelle ou dolosive, et les exclusions contractuelles destinées à cantonner la garantie aux risques qui sont à proprement parler aléatoires ou, au moins, qui paraissent présenter une dose d'aléa suffisamment importante. La limitation de la garantie aux dommages accidentels fait partie de cet arsenal, donnant en quelque sorte une « tournure objective » à l'aléa². C'est ainsi qu'on a pu écrire, s'agissant des assurances de responsabilité, que « derrière la condition d'accident, les assureurs entendent refuser de garantir des comportements délibérés de l'assuré rendant le dommage à peu près certain, c'est-à-dire faisant perdre au risque son caractère aléatoire »³. Disons, au-delà des seules assurances de responsabilité, et en généralisant, que la condition d'accident participe de la volonté d'écarter du champ de la garantie les dommages dont les circonstances de leur réalisation laissent penser qu'ils ne sont pas ou pas assez aléatoires.

2 - Stigmatisant une faille dans la consistance ou la densité de l'aléa nécessaire à l'assurabilité du risque, la garantie des dommages accidentels doit ainsi être envisagée à travers ce que l'intitulé de mon intervention laisse seulement entrevoir : elle ne se conçoit en effet qu'à travers l'exclusion des dommages non accidentels qu'elle implique. Il reste que la licéité d'une telle limitation de la garantie aux dommages accidentels est discutée. Pour tenter d'y voir clair, on pourrait, d'un point de vue méthodologique, vouloir distinguer entre les polices, tant il est vrai que la discussion ne se présente sans doute pas tout à fait dans les mêmes termes selon qu'il s'agit d'une police « dommages accidents », autrement dit d'une police « à périls dénommés »

comportant une clause définissant le risque garanti comme un accident, ou bien d'une police « tous risques » ou « tous dommages » contenant une ou plusieurs clauses excluant formellement de la garantie certains types de dommages considérés comme non accidentels. Englobant cette approche tout en la dépassant, c'est une autre distinction qui nous a cependant paru devoir structurer l'analyse : c'est que, en effet, les régimes juridiques applicables ne sont pas les mêmes selon que le dommage est celui de l'assuré lui-même, entendu comme le souscripteur, ou qu'il est celui dont il doit civilement répondre. Aussi bien convient-il de traiter, en premier lieu, de la garantie des dommages accidentels personnellement causés ou subis par l'assuré (1) et, en second lieu, de la garantie des dommages accidentels causés par celui dont l'assuré est civilement responsable (2).

1. La garantie des dommages accidentels personnellement causés ou subis par l'assuré

3 - La limitation de la garantie aux dommages accidentels que peut personnellement causer ou subir l'assuré se conçoit différemment selon qu'elle s'évince de manière indirecte de la clause définissant l'objet de la garantie (A) ou bien qu'elle résulte d'une exclusion formulée de manière directe (B). Les deux cas de figure distinguent les polices « dommages accidents » des polices « tous dommages sauf... », en l'occurrence sauf les dommages qui ne sont pas ou qui ne peuvent pas être considérés comme des dommages accidentels.

A. - La limitation de l'objet de la garantie aux dommages accidentels

4 - Dans une première série d'hypothèses, en effet, l'exclusion des dommages non accidentels peut n'être qu'indirecte et résulter de la clause définissant l'objet de la garantie. Le caractère indirect de l'exclusion tient non pas au contenu même de l'exclusion, mais plutôt à la manière d'exclure⁴ : la police qui garantit contre les accidents exclut indirectement de son champ d'application les dommages non accidentels. La discussion paraît dès lors *a priori* devoir se réduire à un pur problème de qualification : l'événement à propos duquel l'assuré demande à l'assureur de le garantir répond-il à la définition de l'accident ? La complexité de la question tient aux incertitudes qui entourent l'accident ou l'accidentel. La jurisprudence, souvent hésitante, quelquefois contradictoire, qui a à connaître des conditions limitant la garantie aux dommages accidentels que l'on trouve assez fréquemment dans les polices « Tous risques chantier » (TRC) et parfois dans les polices « Responsabilité civile » (RC), atteste d'ailleurs des difficultés de la matière. En l'absence d'une défi-

1. H. Groutel, *L'intensité de l'aléa : sa représentation par l'assureur in Aléa et contrat d'assurance : Resp. civ. et assur. 2014, dossier 6.*

2. L. Mayaux, *L'accident : cet inconnu : RGDA 2015, p. 117*, qui relève que « la notion [d'accident] est plus opérante que la faute intentionnelle qui est à la fois plus subjective et, dans la dernière période, pratiquement inaccessible au juriste ».

3. J. Bigot, *Assurances de responsabilité : les limites du risque assurable : RGAT 1978, p. 169 et s., spéc. p. 191.*

4. En ce sens, V. L. Mayaux, *obs. ss Cass. 2^e civ., 8 mars 2006 : RGDA 2006, p. 529.*

niton conventionnelle de l'accident, on se demande par exemple si, aux critères communément admis de soudaineté et d'absence d'intention⁵, il ne faudrait pas ajouter celui tiré du caractère imprévu de l'événement⁶. Les doutes portent ainsi sur la détermination même des critères qui permettent de caractériser l'accident. Ils portent encore, et surtout, sur l'appréciation de ces critères⁷ : quand est-ce qu'un dommage doit être considéré comme soudain ? Qu'est-ce qu'un dommage fortuit ? La faute de l'assuré qui, sans être intentionnelle, serait bien à l'origine du dommage, exclut-elle qu'il puisse s'agir d'un accident⁸ ? Bref, les interrogations ne manquent pas. Il n'est évidemment pas dans mon propos, après la contribution offerte par M. Bigot, d'y revenir.

5 - À vrai dire, si tout cela appelle encore une réflexion, celle-ci doit porter, à ce stade, sur la validité de la clause définissant l'objet du risque couvert par le contrat comme un accident ou un dommage accidentel, en ce qu'elle exclut indirectement les dommages non accidentels. Cette limitation de la garantie tombe-t-elle sous le coup de l'article L. 113-1, alinéa 1^{er}, du Code des assurances, qui soumet les exclusions conventionnelles à un régime très strict exigeant qu'elles soient formelles et limitées ? Il faut bien comprendre que le débat ne porte pas sur le point de savoir si l'exclusion indirecte à laquelle conduit la clause limitant la garantie aux seuls dommages accidentels est formelle et limitée : il est évident qu'elle ne l'est pas, pour la simple et bonne raison que la notion d'accident est manifestement à géométrie variable, et que ces caractères sont si souvent discutés, au gré des espèces, des appréciations des experts et des tribunaux, que les parties ne peuvent qu'imparfaitement se repré-

senter les contours exacts de la garantie⁹. La vraie question est de savoir si une telle limitation doit ou non être formelle et limitée au sens de l'article L. 113-1.

6 - Certains auteurs ont estimé qu'il serait cohérent que les exigences de clarté et de précision, que la loi impose pour les exclusions directes, soient également requises pour les exclusions indirectes. Il a en effet été soutenu que « la nécessaire protection de l'assuré contre les clauses ambiguës (...) s'impose dans les deux cas », de telle sorte qu'il serait « légitime que la définition positive du risque garanti, entraînant *a contrario* l'exclusion indirecte des risques ne répondant pas à cette définition, soit formulée de telle façon que l'assuré sache avec précision dans quel cas il est garanti et dans quel cas il ne l'est pas »¹⁰. La Cour de cassation, qui a cru pouvoir reprocher à des juges du fond de ne pas avoir recherché si la clause garantissant la responsabilité civile d'un entrepreneur en raison des dommages causés de façon soudaine et fortuite « n'impliquait pas, *a contrario*, une exclusion corrélatrice, générale et non limitée, (des) dommages (...) lorsqu'ils sont la conséquence prévisible et inévitable des modalités d'exécution des travaux effectués par l'assuré »¹¹, n'a semble-t-il pas été totalement insensible à ces considérations d'équité. À tort cependant. L'exclusion et la non-assurance, qui sont certes toutes deux des exceptions relatives à la garantie, n'ont en effet pas la même nature et obéissent à des régimes juridiques différents. La circonstance tenant à la réalisation du risque, défini par le contrat comme un dommage accidentel, que l'on identifie parfois à une condition au sens large alors qu'elle

5. H. Groutel, *La notion d'« accident » dans les assurances de responsabilité : Resp. civ. et assur.* 1991, *chron.* 15, pour qui « le caractère prévisible du dommage ne peut se rabattre que sur le deuxième alinéa de l'article L. 113-1 (du Code des assurances), où il va alors se confondre avec le fait intentionnel ».
6. Cass. 1^{re} civ., 10 mars 1987, n° 85-15.230 : *JurisData* n° 1987-000483 ; *Bull. civ.* 1987, I, n° 85, décidant, à propos d'une police couvrant les conséquences des dommages accidentels qui ne comportait pas de clause définissant l'accident comme un fait imprévisible, que « le fait générateur de la garantie due par (l'assureur) ne devait pas nécessairement présenter un tel caractère ». – comp. Cass. 3^e civ., 23 nov. 2005 : *RDI* 2006, p. 40, obs. G. Leguay, paraissant toutefois vouloir déduire le caractère accidentel du dommage de ce que son origine était imprévisible.
7. Cass. 3^e civ., 20 janv. 1999, n° 97-12.954, énonçant « qu'ayant constaté que les multiples dégradations apparentes avaient perduré et que la même technique de travail inadaptée avait entraîné leur répétition dans l'ensemble de l'ouvrage, la cour d'appel qui (...) a retenu que ces dommages, du fait de leur caractère répétitif, n'étaient pas garantis, faute de répondre à la définition de la police tous risques chantiers des dommages matériels à l'ouvrage survenant de façon fortuite et soudaine, a légalement justifié sa décision de ce chef ». – Cass. 1^{re} civ., 18 juin 2002 : *RDI* 2002, p. 518, obs. P. Dessuet, décidant, à propos d'un tassement de terrain ayant entraîné des dommages aux fondations, qu'il s'agissait d'un événement à manifestation lente, progressive, de telle sorte qu'il ne pouvait pas être garanti par la police « tous risques chantier » qui limitait son champ d'application aux événements « accidentels », à savoir des événements « soudains et fortuits ». – Cass. 2^e civ., 29 mars 2006 : *RGDA* 2006, p. 533, note M.-H. Maleville, jugeant, à propos d'une police qui ne garantit que les dommages et dégradations occasionnés par infiltration des eaux présentant un caractère accidentel, et après avoir constaté que l'infiltration avait été en l'espèce « progressive, visible et prévisible », que « le caractère lent de l'infiltration est exclusif d'indemnisation par la police d'assurance ».
8. Cass. 1^{re} civ., 22 nov. 1994 : *RGDA* 1995, p. 49, note F. Vincent, jugeant que « la notion d'accident n'exclut pas que les dommages aient pour origine une faute de l'homme, laquelle, à moins d'être intentionnelle ou dolosive, ne supprime pas l'obligation de garantie de l'assureur ». – mais V. Cass. 3^e civ., 9 juill. 2013 : *RDI* 2013, p. 479, obs. P. Dessuet, considérant, à propos d'une police responsabilité civile risques professionnels ne couvrant que les dommages accidentels définis comme survenus de façon fortuite et soudaine, que le dommage qui a pour origine une négligence de la part de l'assuré n'est pas un « événement fortuit supposant l'intervention du hasard ».

9. Ce qui suffit à caractériser la non-conformité de la clause d'exclusion aux exigences de l'article L. 113-1, alinéa 1^{er}, du Code des assurances. Sur ce point, V. notamment Cass. 1^{re} civ., 22 avr. 1971 : *Bull. civ.* 1971, I, n° 128, constatant, pour écarter l'exclusion, que la clause n'avait pas permis « à l'assuré de connaître avec exactitude et précision les risques exclus par dérogation aux risques garantis ». – Cass. 1^{re} civ., 8 oct. 1974 : *Bull. civ.* 1974, I, n° 253 ; *D.* 1975, p. 513, note C.-J. Berr et H. Groutel, exigeant de l'exclusion qu'elle soit « nette, précise, sans incertitude ». – Cass. 1^{re} civ., 22 mai 2001, n° 99-10.849 : *JurisData* n° 2001-009700 ; *Resp. civ. et assur.* 2001, *comm.* 241, H. Groutel ; *Bull. civ.* 2001, I, n° 140 ; *RGDA* 2001, p. 944, obs. J. Kullmann, décidant que la clause qui nécessite une interprétation ne peut être formelle et limitée. – Cass. 2^e civ., 12 avr. 2012, n° 10-20.831 et n° 10-21.094 : *JurisData* n° 2012-007660 ; *Resp. civ. et assur.* 2012, *comm.* 195, H. Groutel, qui énonce « qu'en application de l'article L. 113-1 du Code des assurances, les clauses d'exclusion de garantie contenues dans les contrats d'assurance doivent être formelles et limitées, de façon à permettre à l'assuré de connaître avec exactitude l'étendue de la garantie au jour de la souscription du contrat ; qu'au sens de ce texte, une telle clause d'exclusion ne peut être tenue pour formelle et limitée dès lors qu'elle doit être interprétée ». – Cass. 2^e civ., 13 déc. 2012, n° 11-22.412 : *JurisData* n° 2012-029545 ; *Resp. civ. et assur.* 2013, *comm.* 105, H. Groutel, posant en principe, sous le visa de l'article L. 113-1 du Code des assurances, « qu'en application de ce texte, les exclusions conventionnelles de garantie doivent être formelles et limitées de façon à permettre à l'assuré de connaître exactement l'étendue de la garantie convenue ». – Cass. 2^e civ., 12 juin 2014, n° 13-18.844 : *JurisData* n° 2014-013233, 1^{re} esp. – Cass. 2^e civ., 12 juin 2014, n° 13-15.836, n° 13-16.397, n° 13-17.509, n° 13-21.386 et n° 13-25.565 : *JurisData* n° 2014-013229, 2^e esp. ; *Resp. civ. et assur.* 2014, *comm.* 321, H. Groutel ; *RGDA* 2014, p. 496, obs. J. Kullmann, relevant, pour justifier le refus d'appliquer la clause d'exclusion de garantie, qu'elle « nécessite d'être interprétée », de telle sorte qu'elle « ne peut être considérée ni comme formelle ni comme limitée ».
10. J. Bigot, note ss Cass. 2^e civ., 12 mars 1991 : *JCP* 1991, II, 21732. – rapp. D. Noguéro, obs. ss Cass. 3^e civ., 26 sept. 2012 : *RDI* 2012, p. 633, qui se demande, comparant les régimes de la condition et de l'exclusion, si la Cour de cassation peut « retirer d'une main la protection qu'elle souhaite visiblement octroyer de l'autre ».
11. Cass. 1^{re} civ., 4 mars 1997 : *RDI* 1997, p. 256, obs. G. Leguay et Ph. Dubois. – et, dans la foulée, Cass. 1^{re} civ., 18 mars 1997, n° 94-14.475 : *JurisData* n° 1997-001270, qui décide que « la clause du contrat d'assurance écartant de la garantie les dommages matériels et/ou immatériels lorsqu'ils sont la conséquence inéluctable et prévisible des modalités mêmes du travail est insuffisamment précise et ne répond donc pas aux exigences de l'article L. 113-1 du Code des assurances ».

n'en est pas à une à proprement parler¹², participe de la détermination du champ d'application de la garantie. Il s'en déduit que les dommages non accidentels ne sont pas, au sens strict, « exclus » de la garantie ; ils sont en dehors de « l'aire contractuelle » et constituent, à ce titre, des cas de non-assurance¹³ auxquels le régime des exclusions, notamment en ce qu'il exige qu'elles soient formelles et limitées¹⁴, n'a logiquement pas vocation à s'appliquer. À une réserve près : peut-être en irait-il différemment en présence d'une définition contractuelle de l'accident susceptible d'être interprétée, en raison des critères de l'accident requis par la police, comme écartant, à l'intérieur de ce qui est *a priori* couvert, certains accidents, en l'occurrence ceux pour partie imputables à l'assuré qui aurait joué un rôle dans leur réalisation. La clause qui exigerait de l'accident qu'il procède d'une cause extérieure pourrait en effet aboutir à une restriction de la garantie s'analysant comme une exclusion fondée sur des considérations tenant au comportement de l'assuré si l'on devait déduire le défaut d'extériorité de ce que le dommage trouve en partie sa cause dans le comportement téméraire¹⁵ voire, plus généralement, dans les prédispositions de l'assuré¹⁶.

Reste à présent à envisager la seconde série d'hypothèses, celles dans lesquelles la limitation de la garantie aux dommages accidentels est l'effet d'une exclusion directe et formalisée, autrement dit cette fois, à coup sûr, d'une véritable exclusion.

B. - L'exclusion des dommages non accidentels

7 - Partant de l'idée que l'incertitude de l'événement garanti est une condition de son assurabilité, l'exclusion des dommages non accidentels répond, on s'en doute, à une préoccupation légitime des assureurs : refuser de garantir les conséquences inéluctablement dommageables ou hautement vraisemblables de la réalisation du risque. Mais de ce qui a déjà été dit de la notion protéiforme, donc difficilement saisissable, d'accident et de la rigueur dont fait preuve la jurisprudence dans l'application de l'article L. 113-1, alinéa 1^{er}, du Code des assurances, en ce qu'elle exige que l'exclusion soit nette et précise afin que l'assuré puisse savoir exactement dans quels cas il n'est pas garanti, et qui lui fait dire que la clause qui nécessite d'être interprétée n'est pas formelle et limitée, on aura vite fait de comprendre que l'exclu-

sion des dommages non accidentels n'est pas, ainsi rédigée, valable. Les assureurs le savent d'ailleurs très bien, ce qui explique en pratique que la clause ne se retrouve pas, telle quelle, dans leurs polices. Cela ne signifie pour autant pas que, en l'absence de clause définissant le risque couvert par le contrat comme un accident – la fameuse « fausse condition » des polices « dommages-accidents » –, les assureurs devraient nécessairement garantir n'importe quel événement sans pouvoir prévoir aucune restriction quant à son caractère causal ou son origine. À défaut de pouvoir exclure les dommages formellement désignés comme non accidentels, les assureurs s'efforcent en effet de trouver des parades et rédigent des clauses qui, sans directement parler de dommages non accidentels, procèdent manifestement de la même inspiration : écarter de la garantie les dommages dont certaines circonstances de leur réalisation laissent penser qu'ils ne sont pas, ou pas assez, fortuits.

8 - L'accident – ou si l'on préfère, négativement, le non accidentel – est ainsi approché de façon détournée, saisi indirectement par touches, à travers des comportements délibérés de l'assuré qui ne permettent certes pas de caractériser une faute intentionnelle, mais dont on peut estimer qu'ils font perdre au risque son caractère aléatoire ou qu'ils l'altèrent suffisamment gravement pour que l'assureur considère qu'ils ne méritent pas d'être garantis¹⁷. En composant avec l'intensité de l'aléa, les assureurs cherchent à exclure de la garantie des dommages dont on peut suspecter qu'ils ne sont pas, à proprement parler, accidentels.

9 - Participent de ce remarquable effort d'imagination diverses clauses, qui sont autant de facettes de l'exclusion des dommages non accidentels. Ainsi en va-t-il, pour n'en donner que quelques exemples, de celles qui excluent de la garantie les dommages « ayant pour origine un défaut d'entretien ou de réparation incombant à l'assuré, caractérisé et connu de lui » ou, de façon assez proche, les dommages « qui résultent de l'insuffisance, soit d'une réparation, soit d'une modification indispensable, notamment à la suite d'une précédente manifestation d'un dommage, des locaux dont l'assuré est propriétaire ou occupant ». Dans un registre un peu différent, relèvent encore de la même logique les clauses qui écartent la prise en charge des dommages « résultant de l'inobservation consciente et délibérée des règles de l'art lorsque cette inobservation est imputable à l'assuré », ou bien encore celles qui excluent les dommages « qui, par leurs caractéristiques, feraient perdre au contrat d'assurance son caractère aléatoire », autrement dit les dommages non voulus qui sont la conséquence d'une faute volontaire de l'assuré. Toutes ces clauses ont en commun de jouer sur l'épaisseur de l'aléa, jugé insuffisant pour mettre en œuvre la garantie. Mais quitte à paraître un peu abrupt, disons-le franchement : un remarquable effort d'imagination certes, au demeurant parfaitement justifié dans la mesure où il n'est pas supportable que l'assureur garantisse des dommages lorsqu'ils sont la conséquence inéluctable du comportement délibéré de l'assuré, quand bien même il ne les aurait pas voulus, mais dont on peut craindre qu'il soit en définitive, en l'état de la jurisprudence, assez vain. Hormis en effet quelques arrêts très isolés¹⁸, dont on se demande d'ailleurs

12. L. Mayaux, *Les grandes questions du droit des assurances : LGD*, n° 151, p. 101, parlant de « fausses exclusions et donc de vraies fausses conditions de la garantie ». – comp. G. Durry, *La distinction de la condition de la garantie et de l'exclusion de risque (Une proposition de réforme pour trancher le nœud gordien)* in *Responsabilité civile et assurances, Études offertes à H. Groutel* : LexisNexis 2006, p. 129 et s.

13. La privation de garantie des dommages non accidentels, qui se trouvent en dehors de « l'aire contractuelle », n'apparaît ainsi pas comme une restriction à l'étendue normale de l'assurance telle que voulue par les parties. Sur ce point, V. notamment Y. Lambert-Faivre et L. Leveneur, *Droit des assurances* : Précis Dalloz, 13^e éd., n° 417, p. 329.

14. V. notamment, énonçant que « seule (souligné par nous) la clause qui prive l'assuré du bénéfice de la garantie en raison de circonstances particulières du risque s'analyse en une clause d'exclusion de la garantie », *Cass. 1^{re} civ.*, 26 nov. 1996, n° 94-16.058 ; *JurisData* n° 1996-004476 ; *Bull. civ.* 1996, I, n° 413 ; *RGDA* 1997, p. 132, obs. J. Kullmann ; et sur cet arrêt, V. H. Groutel, *Distinction de l'exclusion et de l'absence d'une condition de la garantie : Resp. civ. et assur.* 1997, *chron.* 5. – plus généralement, sur la question, V. H. Groutel, F. Leduc, Ph. Pierre et M. Asselain, *Traité du contrat d'assurance terrestre* : LexisNexis, n° 440, p. 240, et la jurisprudence citée.

15. *Cass. 2^e civ.*, 23 oct. 2014 : *RGDA* 2014, p. 599, obs. L. Mayaux, approuvant une cour d'appel, qui avait retenu que l'assuré avait, au cours d'un exercice intensif et soutenu, été amené « à solliciter son dos de manière importante et répétée », et ce pendant une durée de deux heures, ce qui excluait le caractère soudain de l'événement qui ne pouvait être qualifié d'accident au sens de la police, d'avoir « souverainement jugé que le caractère extérieur de la cause de l'accident n'était pas établi et que le sinistre ne correspondait pas à la définition contractuelle ».

16. L. Mayaux, *obs. préc.*

17. J. Bigot, *Assurances de responsabilité : les limites du risque assurable, préc.* – H. Groutel, *L'intensité de l'aléa : sa représentation par l'assureur in Aléa et contrat d'assurance, préc.*

18. Si l'on fait abstraction d'un arrêt de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation en date du 20 novembre 2014, qui a certes fait application d'une clause excluant la garantie des dommages dus à l'eau résultant d'un manque de réparations et/ou d'un défaut caractérisé d'entretien incombant à l'assuré et connu de lui, mais dans une affaire dans laquelle l'assuré avait omis de critiquer devant les juges du fond la validité de la clause d'exclusion, V. respectivement, au sujet des trois types de clauses précédemment évoquées, *Cass. 2^e civ.*, 3 oct. 2013, n° 12-23.684 : *Resp. civ. et assur.* 2014,

s'ils ne sont pas que de simples erreurs de plume¹⁹, la Cour de cassation prive quasi systématiquement d'efficacité toutes ces clauses qu'elle considère comme ne se référant pas à des critères précis et à des hypothèses limitativement énumérées, pour en déduire qu'elles ne sont pas formelles et limitées au sens de l'article L. 113-1, alinéa 1^{er}, du Code des assurances²⁰.

10 - Que conclure de tout cela ? Un « immense gaspillage d'intelligence et de temps »²¹ ? Sur le terrain des clauses d'exclusion, il est permis de le craindre. Mais les légitimes revendications des assureurs de ne garantir que les risques qui leur paraissent réellement aléatoires, dont on perçoit bien qu'elles sont la raison d'être du cantonnement de la garantie aux

dommages accidentels, pourraient bien connaître un certain succès sur d'autres terrains. Parmi les pistes envisagées pour tenter de remédier à certaines des difficultés évoquées²², c'est peut-être celle entrouverte assez récemment par la Cour de cassation du côté de l'exclusion légale de la faute dolosive qui paraît la plus prometteuse. On rappellera simplement ici, encore que les solutions en la matière demeurent sans doute pour l'heure incertaines, que la Cour de cassation, qui n'entend manifestement pas faire du constat purement objectif de la suppression de l'aléa en cours de contrat une cause d'inassurabilité en dehors du cadre de la faute intentionnelle ou dolosive de l'article L. 113-1, alinéa 2, du Code des assurances²³, semble vouloir admettre, à côté de la faute intentionnelle entendue, classiquement, comme la faute volontaire commise avec l'intention de causer le dommage tel qu'il est survenu, l'autonomie de la faute dolosive²⁴, qui absorberait tous les autres cas dans lesquels le comportement délibéré de l'assuré rend inéluctable la réalisation du dommage²⁵ ou, si l'on préfère, conduit à ce que la survenance de l'événement ne soit plus le fait du hasard²⁶. Sans doute les puristes trouveront-ils que la qualification de faute dolosive n'est tout de même pas très orthodoxe, particulièrement s'il devait se confirmer que ladite faute n'est pas limitée à la seule assurance de responsabilité civile contractuelle mais qu'elle vaut aussi pour toute assurance de dommages. Mais après tout, pourquoi pas ? L'essentiel n'est-il pas de s'entendre sur le sens des mots, pour peu qu'ils permettent de sortir du piège auquel conduit l'interprétation ultra restrictive que fait la jurisprudence de la faute intentionnelle comme des conditions de validité des clauses d'exclusion ? L'avenir permettra seul de le dire.

2. La garantie des dommages accidentels causés par celui dont l'assuré est civilement responsable

11 - Les difficultés que pose la garantie des dommages accidentels imputables à celui dont l'assuré est civilement responsable résultent du télescopage de deux séries de règles : la garantie du fait intentionnel des personnes dont l'assuré doit civilement répondre d'une part, qu'impose l'article L. 121-2 du Code des assurances et, d'autre part, ce qu'il est désormais convenu d'appeler le principe de concordance²⁷, qui veut que la garantie soit la même, ni plus ni moins, que le dommage soit le fait personnel de l'assuré ou celui dont il doit répondre, de telle

comm. 74, H. Groutel, 1^{re} esp. ; RDI 2014, p. 122, obs. P. Dessuet, approuvant une cour d'appel d'avoir fait application de la clause excluant la garantie des « infiltrations dues à l'usure ou à un défaut de réparations ou d'entretien indispensable incombant à l'assuré (tant avant qu'après le sinistre), sauf cas de force majeure ». – Cass. 1^{re} civ., 29 oct. 2002 : RDI 2003, p. 222, obs. P. Dessuet, approuvant une cour d'appel d'avoir écarté la garantie au motif que l'assuré « avait (...) délibérément passé outre aux règles de l'art les plus élémentaires (...) et avait fait disparaître la notion d'aléa indispensable à l'application du contrat d'assurance ». – Cass. 2^e civ., 18 oct. 2012 : RGDA 2013, p. 62, obs. J. Kullmann, interprétant la clause excluant de la garantie les dommages « causés ou provoqués intentionnellement par l'assuré ou avec sa complicité » comme opérant une distinction entre les dommages intentionnellement causés, qui seraient ceux volontairement recherchés par l'assuré conformément à la conception classique de la faute intentionnelle, et les dommages intentionnellement provoqués par lui, qui seraient des dommages non voulus ayant pour origine une faute volontaire. Mais, depuis, privant d'efficacité cette même clause, Cass. 2^e civ., 12 juin 2014, citée supra. – Cass. 2^e civ., 3 juill. 2014, n° 13-20.572 : JurisData n° 2014-015345 ; Resp. civ. et assur. 2014, comm. 355, à propos d'une clause, il est vrai très descriptive, excluant la garantie de l'assureur pour « les conséquences pécuniaires résultant du retard apporté dans la fourniture d'un produit, matériel ou prestation de service, ou de la non-fourniture de ceux-ci, sauf lorsque le retard ou la non-fourniture résulte : d'un événement aléatoire indépendamment de la volonté de l'assuré et ne mettant pas en cause la qualité de son organisation », dont il se déduit, a contrario, que l'exclusion est acquise lorsque le retard résulte d'un événement qui n'est pas indépendant de la volonté de l'assuré.

19. P. Dessuet, obs. ss Cass. 2^e civ., 3 oct. 2013, préc.

20. À propos des clauses excluant la garantie des dommages résultant d'un défaut d'entretien ou de réparation, V. Cass. 1^{re} civ., 29 oct. 1984, n° 83-14.464 : JurisData n° 1984-701691 ; Bull. civ. 1984, I, n° 283 ; RDI 1985, p. 275, obs. G. Durry. – Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 1997 : RGDA 1997, p. 1016, note A. Favre Rochex. – Cass. 2^e civ., 6 oct. 2011 : Bull. civ. 2011, II, n° 182 ; RGDA 2012, p. 327, note B. Waltz. – Cass. 3^e civ., 26 sept. 2012, n° 11-19.117 : JurisData n° 2012-021546 ; Resp. civ. et assur. 2012, comm. 362, H. Groutel ; Bull. civ. 2012, III, n° 130 ; RDI 2012, p. 633, obs. D. Noguéro. – Cass. 2^e civ., 13 déc. 2012, n° 11-22.412 : JurisData n° 2012-029545 ; Resp. civ. et assur. 2013, comm. 105, H. Groutel. – Cass. 2^e civ., 12 déc. 2013, n° 12-29.862 : JurisData n° 2013-028448, 2^e esp. ; Cass. 2^e civ., 12 déc. 2013, n° 12-25.777 : JurisData n° 2013-028919, 3^e esp. ; Resp. civ. et assur. 2014, comm. 74, H. Groutel ; RGDA 2014, p. 30, obs. M. Asselain. – Cass. 2^e civ., 15 janv. 2015, n° 13-19.405 : JurisData n° 2015-000387 ; Resp. civ. et assur. 2015, comm. 142, et sur lequel V. H. Groutel, 'L'exclusion maudite : Resp. civ. et assur. 2015, repère 4. – Cass. 2^e civ., 5 févr. 2015, n° 14-10.507 : JurisData n° 2015-001824 ; Resp. civ. et assur. 2015, comm. 163, H. Groutel.

À propos des clauses excluant la garantie des dommages résultant d'une inobservation volontaire et inexcusable des règles de l'art, V. Cass. 1^{re} civ., 8 oct. 1974, préc. – Cass. 1^{re} civ., 15 mars 1977 : JCP 1977, III, 126. – Cass. 1^{re} civ., 13 nov. 2002 : RDI 2003, p. 222, obs. P. Dessuet.

À propos des clauses excluant les dommages qui sont la conséquence inéluctable de la faute volontaire de l'assuré mais qui n'ont pas été recherchés par lui, V. Cass. 2^e civ., 12 juin 2014, préc., décidant que la clause qui exclut « les dommages de toute nature causés ou provoqués intentionnellement par l'assuré ou avec sa complicité », nécessitant d'être interprétée, ne peut être considérée ni comme formelle, ni comme limitée, et ne peut dès lors recevoir application. – Cass. 2^e civ., 3 juill. 2014, n° 13-20.572, préc., jugeant que la clause qui écarte de la garantie « les dommages qui résultent de façon inéluctable et prévisible d'un événement ayant, du fait conscient de l'assuré, perdu son caractère aléatoire » est insuffisamment précise et ne répond pas aux exigences de l'article L. 113-1 du Code des assurances.

21. J. Carbonnier, *Droit civil*, t. 4, *Les obligations* : PUF, coll. *Thémis*, 18^e éd., 1994, n° 260, p. 417 (à propos de la jurisprudence relative à la responsabilité du fait des choses).

22. J. Kullmann, obs. ss Cass. 2^e civ., 12 juin 2014, préc., qui propose ainsi d'exclure « les dommages non voulus consécutifs à un dommage voulu » ou bien de prévoir dans le contrat une déchéance qui viendrait « frapper l'assuré qui n'ayant pas voulu les dommages effectivement survenus, s'est abstenu de prendre les mesures propres à en éviter l'extension ».

23. V. notamment, en ce sens, Cass. com., 20 nov. 2012, n° 11-13.084 : JurisData n° 2012-023613 ; Resp. civ. et assur. 2013, comm. 36, H. Groutel ; RGDA 2013, p. 62, obs. J. Kullmann, qui ne paraît pas concevoir que l'absence d'aléa puisse justifier un refus de garantie en dehors de la qualification de la faute intentionnelle. – rapp., dans le même sens, Cass. 2^e civ., 5 mars 2015 : RGDA 2015, p. 184, obs. A. Pélissier, distinguant nettement l'existence de l'aléa lors de la souscription du contrat et l'existence d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré.

24. Sur le domaine de cette solution, qui n'est pour l'instant pas partagée par toutes les chambres de la Cour de cassation, V. notamment M. Asselain, RGDA 2015, p. 85, et la jurisprudence citée.

25. Sur cette question, V. notamment D. Bakouche, *La faute dolosive exclusive de garantie* : Resp. civ. et assur. 2013, étude 8. – J. Kullmann, *L'assuré fautif : après le faisant et le malfaisant, le risque-tout* : RGDA 1-2014. – J. Bigot, A. Pélissier et L. Mayaux, *Faute intentionnelle, faute dolosive, faute volontaire : le passé, le présent et l'avenir* : RGDA 2015, p. 75.

26. L. Mayaux, *Retour sur l'aléa* : RGDA 2014, p. 85, qui suggère de « raisonner par référence au hasard, c'est-à-dire aux causes de l'événement ».

27. Principe dégagé par H. Groutel, obs. ss Cass. 1^{re} civ., 1^{er} juill. 1986 : D. 1987, somm. p. 179.

sorte que l'assuré civilement responsable n'est garanti que dans les cas où il l'aurait été si sa responsabilité personnelle avait été engagée. L'articulation de ces règles révèle l'illicéité du cantonnement de la garantie aux seuls dommages accidentels lorsque le dommage est provoqué par celui dont l'assuré souscripteur est civilement responsable (A). Une fois démontrée, il restera à préciser la portée de cette illicéité (B)

A. - L'illicéité de la garantie

12 - S'agissant d'abord de la garantie légale du fait d'autrui, l'article L. 121-2 du Code des assurances, applicable aux seules assurances de responsabilité et pas aux assurances de choses²⁸, dispose que « l'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes »²⁹. Contrairement à l'opinion qu'avaient pu défendre Picard et Besson dans leur *Traité*, suivant laquelle les parties auraient eu le pouvoir de déroger à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1930, devenu l'article L. 121-2, et donc d'écarter la garantie du fait intentionnel de celui dont l'assuré est civilement responsable³⁰, la Cour de cassation a affirmé le caractère impératif de ce texte. Elle a justifié l'impossibilité d'exclure la garantie du fait des personnes dont l'assuré est civilement responsable par « le rôle social de l'assurance en même temps (que par) les intérêts légitimes de l'assuré et éventuellement des tiers »³¹. À ces considérations s'en ajoutent d'ailleurs d'autres, plus techniques, qui légitiment la préservation de la garantie de l'assuré lorsque la personne dont il répond civilement a commis une faute intentionnelle : elles tiennent à l'idée que, sauf à se satisfaire d'une représentation excessive et largement artificielle des pouvoirs d'encadrement et de surveillance exercés sur autrui, l'assuré n'a évidemment qu'un contrôle limité des faits et gestes des personnes dont il est civilement responsable. Sous cet aspect, le fait intentionnel de ces dernières est bien, à son égard, aléatoire, et constitue donc, comme tel, un risque assurable³².

13 - S'agissant ensuite du principe de concordance, il a été posé par la Cour de cassation dans ces termes : l'article 13 de la loi du 13 juillet 1930 « ne retire pas au contrat d'assurance la détermination du risque assuré, de telle sorte que les limitations de l'objet de l'assurance, qui restreignent ou subordonnent à une condition l'assurance de la responsabilité personnelle de l'assuré, sont elles-mêmes applicables de plein droit à la garantie de la responsabilité civile des personnes dont l'assuré doit

répondre »³³. En clair, si tel événement est exclu en raison de sa configuration objective, la circonstance qu'à l'origine de celui-ci, il y ait une faute de celui dont l'assuré est civilement responsable est sans incidence : l'exclusion applicable à l'assuré lui-même s'applique au fait de celui dont il doit répondre. C'est du reste ce qu'a confirmé la Cour de cassation, avec des variantes dans la formulation, jugeant par exemple que « l'article L. 121-2 ne porte pas atteinte à la liberté des parties de convenir de la détermination du risque assuré, qui est l'objet même du contrat d'assurance, et qui, applicable à l'assuré, l'est également aux personnes dont il doit répondre »³⁴, ou bien encore que « l'article L. 121-2 du Code des assurances qui prévoit que l'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, et qui a pour conséquence que l'assureur ne peut opposer à l'assuré, en vue de lui refuser sa garantie, la circonstance que la faute dont il doit répondre a été, de la part de ladite personne, volontaire ou dolosive, n'a d'effets (...) qu'à l'intérieur du champ d'application du contrat »³⁵.

14 - Tout cela est parfaitement entendu. La combinaison de ces deux séries de règles – la garantie du fait intentionnel des personnes dont l'assuré est civilement responsable et le principe de concordance – ne devrait donc *a priori* pas soulever de difficultés particulières : la garantie légale du fait d'autrui est écartée lorsque l'acte dommageable ne rentre pas dans la configuration objective du risque pris en charge par l'assureur tel que défini par le contrat d'assurance. En réalité, les choses sont plus complexes parce qu'il est des cas dans lesquels une condition objective de l'assurance est telle que, si s'y tenir, elle conduirait indirectement à écarter de façon systématique la garantie du fait intentionnel³⁶. Et précisément, il en va ainsi des contrats d'assurance de responsabilité – qu'ils couvrent les risques de la vie privée ou familiale ou les risques professionnels – qui exigent soit du dommage, soit du fait générateur du dommage, qu'il soit accidentel. On comprend bien les données du problème : soutenant, à juste titre d'ailleurs, que le fait intentionnel est exclusif de l'accident, l'assureur fait valoir, pour refuser sa garantie, qu'il manque à la base une condition de celle-ci.

15 - Telle n'est cependant pas la position de la Cour de cassation qui, faisant prévaloir le caractère impératif de l'article L. 121-2, décide que la configuration objective de l'événement s'efface derrière le caractère intentionnel de l'acte de son auteur : le texte tient alors en échec la qualification de l'événement rapportée à la définition du risque assuré. Dans un arrêt de sa première chambre civile en date du 12 mars 1991, rendu dans une affaire dans laquelle l'assuré devait civilement répondre de violences et de voies de fait imputables à son fils mineur, elle a approuvé les juges du fond d'avoir déclaré l'assureur tenu de garantir au motif que « l'article L. 121-2 du Code des assurances, qui ne porte pas atteinte à la liberté des parties de convenir du champ d'application du contrat et de déterminer la nature et l'étendue de la garantie, a cependant pour conséquence que l'assureur ne peut opposer à l'assuré, en vue de lui refuser sa garantie, la circonstance que la faute de la personne dont il doit répondre a été, de la part de ladite personne, volontaire et dolosive ». Aussi bien, puisque l'assureur est légalement garant de la

28. Cass. 1^{re} civ., 5 déc. 2000, n° 98-13.052 : *JurisData* n° 2000-007207 ; *Bull. civ.* 2000, I, n° 312. – P. Vaillier, *Le retour de l'article L. 121-2 du Code des assurances dans son domaine naturel d'application : les assurances de responsabilité* : *Resp. civ. et assur.* 2001, chron. 8.

29. La portée de l'article L. 121-2 est très large : si l'on peut certes douter de l'existence d'un véritable principe général de responsabilité du fait d'autrui, il n'en reste pas moins que, depuis son célèbre arrêt *Blied* du 29 mars 1991, la Cour de cassation a procédé à l'ouverture des cas de responsabilité du fait d'autrui en ajoutant à la liste des alinéas 4 et suivants de l'article 1384 du Code civil des cas supplémentaires. Sur cette question, V. notamment P. Jourdain, *Existe-t-il un principe général de responsabilité du fait d'autrui ? in La responsabilité du fait d'autrui, Actualité et évolutions* : *Resp. civ. et assur.* 2000, hors série, p. 5 et s. – L. Leveneur, *Les obstacles à la reconnaissance d'un principe général de responsabilité du fait d'autrui* in *Mélanges F. Chabas* : Bruylant 2011, p. 551 et s.

30. M. Picard et A. Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, t. 2, *Assurances de dommages, Règles générales*, 1940, n° 34.

31. Cass. civ., 23 juin 1942 : *Les grands arrêts du droit de l'assurance*, par C.-J. Berr et H. Groutel : Sirey, p. 26.

32. Rapp., en ce sens, Y. Lambert-Faivre et L. Leveneur, *Droit des assurances*, op. cit. n° 397, p. 311 et s., qui remarquent que « plus elle est lourde, plus la faute de l'auteur du dommage apparaît imprévisible pour celui qui en est responsable ; pour un employeur ou un parent, l'aléa le plus grand est constitué par la faute intentionnelle du préposé ou de l'enfant dont il doit répondre ».

33. Cass. civ., 12 nov. 1940 : *DA* 1941, *jurispr.* p. 3.

34. Cass. 1^{re} civ., 3 juin 1986, n° 85-10.546 : *JurisData* n° 1986-701065 ; *Bull. civ.* 1986, I, n° 146 ; *RGAT* 1986, p. 457.

35. Cass. 1^{re} civ., 14 mai 1991, n° 88-14.353 : *JurisData* n° 1991-002521 ; *Resp. civ. et assur.* 1991, *comm.* 307, H. Groutel ; *Bull. civ.* 1991, I, n° 146.

36. H. Groutel, F. Leduc, Ph. Pierre et M. Asselain, *Traité du contrat d'assurance terrestre*, op. cit. n° 1767, p. 1110.

faute intentionnelle ou dolosive de celui dont l'assuré est civilement responsable, le contrat d'assurance ne peut-il pas, à travers la notion d'accident, exclure indirectement les conséquences de cette faute³⁷. Ce que précise d'ailleurs l'arrêt : la limitation de la garantie aux accidents était contraire à l'article L. 121-2, « non en ce qu'ils auraient été provoqués par le souscripteur assuré, mais s'ils l'étaient par des personnes dont ledit souscripteur était civilement responsable ; qu'en effet, appliqué aux faits de ces dernières, la notion d'accident, qui ne se rapporte qu'à des faits non intentionnels, écartait de la couverture de la responsabilité prévue par l'article 1384 du Code civil le dommage commis volontairement par le mineur et créait une exclusion indirecte dont les effets étaient contraires aux dispositions impératives de l'article L. 121-2 du Code des assurances »³⁸. De cette solution, confirmée depuis dans son principe à plusieurs reprises³⁹, il s'évince donc que la garantie du dommage accidentel, si elle est licite lorsque l'accident est provoqué par le souscripteur assuré, devient en revanche illicite, car contraire à l'article L. 121-2 du Code des assurances, lorsque l'accident est provoqué par l'un de ceux dont le souscripteur est civilement responsable. Cette illicéité est justifiée dans la mesure où la clause du contrat qui imposerait le caractère accidentel du risque non seulement au souscripteur assuré, mais également à ceux dont il répond, aurait pour effet, serait-ce indirectement, de ruiner la garantie légale du fait d'autrui au motif, purement fortuit pour l'assuré, que l'auteur du dommage dont il est civilement responsable a causé celui-ci de manière intentionnelle.

B. - La portée de l'illicéité de la garantie

16 - Il faut s'entendre sur la portée de l'illicéité de la limitation de la garantie aux dommages accidentels lorsqu'ils sont causés par celui dont l'assuré est civilement responsable au sens de l'article 1384 du Code civil. Abstraction faite de la formulation quelque peu équivoque il est vrai de certains arrêts⁴⁰, il semble

bien que ce soit seulement la possibilité pour l'assureur d'opposer à l'assuré, en vue de lui refuser sa garantie, « des distinctions fondées sur la nature ou la gravité de la faute de la personne dont il doit répondre »⁴¹ qu'interdit l'article L. 121-2. Parce que, comme on l'a déjà dit, lorsque le dommage provient du comportement volontaire d'un tiers dont le souscripteur répond civilement, « le risque reste aléatoire pour le souscripteur et a vocation à être garanti par l'assurance »⁴², seules les exclusions subjectives relatives au comportement de l'auteur du dommage doivent être prohibées⁴³, à la différence des exclusions objectives relatives au champ d'application du contrat, à la nature ou à l'étendue de la garantie qui tiennent, elles, à des circonstances précises indépendantes de la nature et de la gravité de la faute commise par celui dont l'assuré est civilement responsable⁴⁴.

17 - Rapportées à l'accident, ces considérations conduisent donc à distinguer : la licéité de la détermination du risque garanti par référence à l'accident ne doit sans doute pas être appréciée de la même manière selon qu'il est question d'un accident déterminé, doté de caractères propres qui en font une notion irréductible à d'autres, ou bien d'un accident indéterminé, qui n'a que des caractères généraux – soudain et non intentionnel. Rien, en effet, ne doit logiquement faire obstacle à ce que l'assureur puisse se prévaloir d'une limitation de la garantie tirée d'une circonstance purement objective⁴⁵, quand bien même l'auteur du dommage, dont l'assuré est civilement responsable, aurait agi intentionnellement⁴⁶ : tel est le cas de l'accident déterminé ou spécifique – accident de chasse⁴⁷, accident de la circulation, etc. – dont la définition, objective, indépendante du comportement ou, a-t-on dit, « de la personnalité de l'auteur du dommage »⁴⁸, est compatible avec l'article L. 121-2⁴⁹. En

37. L'idéologie de la réparation qui inspire le droit de la responsabilité civile, et qui a notamment conduit à transformer la responsabilité parentale en garantie d'indemnisation au profit des tiers, ne peut naturellement prospérer qu'avec le renfort de l'assurance : en ce sens, l'assureur devient le garant de l'indemnisation de la victime. Sur la question, V. notamment L. Cadet, *Sur les faits et les méfaits de l'idéologie de la réparation in Mélanges P. Drat : Litec 1999*, p. 495 et s.

38. Cass. 1^{re} civ., 12 mars 1991, n° 88-12.441 : *JurisData* n° 1991-000646 ; *Resp. civ. et assur.* 1991, *chron.* 11, H. Groutel ; *JCP G* 1991, II, 21732, note J. Bigot ; *Bull. civ.* 1991, I, n° 87 ; *RGAT* 1991, p. 633, obs. R. Bout.

39. Cass. 1^{re} civ., 24 mars 1992 : *Resp. civ. et assur.* 1992, *comm.* 243 et *chron.* 21, H. Groutel ; *RGDA* 1992, p. 347, note J. Kullmann, à propos de parents civilement responsables du mineur ayant commis des vols au préjudice de son employeur, dans un cas dans lequel la police ne couvrirait que les dommages résultant d'accidents causés aux tiers (le vol ne pouvant être assimilé à un accident). – Cass. 1^{re} civ., 15 juin 2000, n° 98-32.502.

40. Certains arrêts ont affirmé, sous le visa de l'article L. 121-2 du Code des assurances, « qu'en vertu de ce texte d'ordre public, une clause de la police d'assurance ne saurait exclure directement ou indirectement la garantie de l'assuré déclaré civilement responsable d'une faute intentionnelle de la personne dont il doit répondre » (Cass. 2^e civ., 8 mars 2006, n° 04-17.916 : *JurisData* n° 2006-032564 ; *Resp. civ. et assur.* 2006, *comm.* 177, H. Groutel ; *Bull. civ.* 2006, II, n° 67 ; *RGDA* 2006, p. 529, obs. L. Mayaux. – Cass. 2^e civ., 5 oct. 2006, n° 05-11.823 : *JurisData* n° 2006-035282 ; *Resp. civ. et assur.* 2006, *comm.* 384, H. Groutel. – Cass. 2^e civ., 30 juin 2011, n° 09-14.227 : *JurisData* n° 2011-013036 ; *Resp. civ. et assur.* 2011, *comm.* 303, H. Groutel ; *RGDA* 2011, p. 1104, obs. J. Bigot). Le caractère impératif de la garantie du fait intentionnel d'autrui n'étant ainsi plus présenté, dans son énoncé, comme une exception au principe de la liberté contractuelle quant à la détermination de l'étendue de la garantie, mais comme un principe général auquel il ne peut être dérogé directement ou indirectement, on pourrait craindre que « désormais, plus rien (ne soit) sanctuarisé ». On peut en douter et penser, à la suite de L. Mayaux, que ce ne sont pas toutes les clauses d'exclusion qui, « dans les faits, aboutirai[en]t à l'absence de garantie en cas de faute intentionnelle des personnes dont l'assuré doit répondre » qui sont interdites, mais seulement celles qui, par « référence à [leur] finalité », tendent à l'exclusion de cette faute (L. Mayaux, *obs. préc.*). Au demeurant,

préservant sa place à la liberté contractuelle, V. Cass. 2^e civ., 6 oct. 2011, n° 10-16.685 : *JurisData* n° 2011-021032 ; *Resp. civ. et assur.* 2012, *comm.* 20, H. Groutel ; *Bull. civ.* 2011, II, n° 181, qui décide, sous le visa de l'article L. 121-2 du Code des assurances, « que ce texte ne porte pas atteinte à la liberté des parties de convenir du champ d'application du contrat et de déterminer la nature et l'étendue de la garantie ».

41. Cass. 1^{re} civ., 24 mars 1992, *préc.* – Cass. 1^{re} civ., 3 févr. 1993, n° 90-19.209 : *JurisData* n° 1993-000280 ; *Bull. civ.* 1993, I, n° 53. – Cass. 1^{re} civ., 15 juin 2000, *préc.*

42. J. Bigot, note ss Cass. 1^{re} civ., 12 mars 1991, *préc.*, qui relève encore que, dans ce cas, « le risque reste aléatoire pour le souscripteur puisque ce dernier n'a pas volontairement provoqué le sinistre, même si intrinsèquement le risque a cessé d'être aléatoire ».

43. Sont ainsi écartées, parce que conduisant indirectement à l'exclusion de la garantie la faute intentionnelle de la personne dont l'assuré est civilement responsable : l'exclusion des dommages causés intentionnellement (Cass. 1^{re} civ., 3 févr. 1993, n° 90-19.209, *préc.*) ; celle du vol ou du vandalisme (Cass. 1^{re} civ., 24 mars 1992, *préc.* – Cass. 1^{re} civ., 14 nov. 1995, n° 93-15.582 : *JurisData* n° 1995-002967 ; *Bull. civ.* 1995, I, n° 405 ; *RGDA* 1995, p. 106, note M.-H. Maleville) ; celle des détournements et malversations (Cass. 2^e civ., 8 mars 2006, n° 04-17.916, *préc.*) ; celle de la participation à une rixe (Cass. 2^e civ., 5 oct. 2006, n° 05-11.823, *préc.*).

44. Sur cette distinction des exclusions subjectives et des exclusions objectives, V. Y. Lambert-Faivre et L. Leveneur, *Droit des assurances*, op. cit. – rapp., s'agissant des premières, S. Abravanel-Jolly et A. Astegiano-La Rizza : *Lamy Assurances*, n° 202, févr. 2013, *spéc. p. 3 et s.*, parlant d'« exclusions contractuelles comportementales ».

45. Ph. Rémy, *RGDA* 2004, p. 509, obs. ss Cass. 1^{re} civ., 13 janv. 2004, qui évoque les cas dans lesquels « le risque garanti est déterminé d'une façon telle qu'il ne peut y entrer aucune considération du comportement de la personne ».

46. H. Groutel, *La garantie des dommages causés par des « accidents », dans les assurances de responsabilité civile, à l'épreuve de l'article L. 121-2 du Code des assurances : Resp. civ. et assur.* 1991, *chron.* 11.

47. Sur la définition de l'acte de chasse, V. les articles L. 420-3, L. 424-4 et L. 424-5 du Code de l'environnement.

48. J. Bigot, note ss Cass. 1^{re} civ., 12 mars 1991, *préc.*

49. Cass. 1^{re} civ., 13 juin 1995, n° 93-11.355 : *JurisData* n° 1995-001547 ; *Resp. civ. et assur.* 1995, *chron.* 37, H. Groutel ; *Bull. civ.* 1995, I, n° 356 ; *RGAT* 1995, p. 686, note J. Kullmann. – Cass. 1^{re} civ., 15 déc. 1998 : *RGDA* 1999, p. 452, note L. Fonlladosa (exclusion des dommages causés par un véhicule terrestre à moteur).

revanche, comme le relève M. Groutel, « si le risque assuré est indéterminé parce que désigné simplement comme étant l'accident, le refus de faire jouer la garantie, en présence du fait intentionnel de l'une des personnes visées à l'article 1384 du Code civil, repose sur cette seule circonstance, et va trop directement à l'encontre de l'article L. 121-2 du Code des assurances »⁵⁰.

50. H. Groutel, *La garantie des dommages causés par des « accidents », dans les assurances de responsabilité civile, à l'épreuve de l'article L. 121-2 du Code des assurances, préc.*

Dans un tel cas de figure, la qualification d'accident, subjective parce que dépendante de l'auteur du dommage, devient, comme telle, incompatible avec la loi lorsque le dommage est le fait de l'un de ceux dont l'assuré est civilement responsable. ■

Mots-Clés : Accident - Dommages accidentels - Garantie - Colloque à la Maison de la Chimie

5 L'accident corporel¹

Jérôme KULLMANN,

professeur à l'université de Paris-Dauphine,
directeur de l'Institut des assurances de Paris-Dauphine

et Luc MAYAUX,

professeur à l'université Jean Moulin (Lyon III)

1 - L'accident corporel, qu'il nous est donné de traiter, est un sujet délicat, en ce qu'il soulève d'importants problèmes de délimitation. Ils sont de deux ordres : extrinsèque et intrinsèque.

2 - *Extrinsèquement*, il faut situer notre intervention parmi celles qui la précèdent et qui la suivent. Elle se trouve à la charnière entre des considérations générales sur l'accident et des propos particuliers à certains accidents : accidents médicaux, accidents de la circulation, accidents du travail. Est-ce à dire qu'il s'agirait d'exposer une théorie générale des « accidents spéciaux », pour reprendre une expression figurant dans le programme de ce colloque ? Ce n'est pas tout à fait le cas, dès lors que si les accidents médicaux et du travail sont des accidents corporels, les accidents de la circulation peuvent être purement matériels. Ils ne sont pas une espèce d'un genre « accident corporel » qui serait plus vaste. En revanche, il est exact que celui-ci est général au sens où il ne fait pas, en tant que tel, l'objet d'un droit spécial. Il n'y a pas de loi sur les accidents corporels ou, si l'on préfère, ceux-ci sont régis par la seule loi contractuelle. L'accident corporel est, en général, défini par le contrat et garanti par le contrat (le plus souvent d'assurance). Mais cette généralité est toute relative dès lors que les accidents spéciaux sont statistiquement les plus nombreux. Si l'on exclut les accidents médicaux, les accidents de la circulation et les accidents du travail, que reste-t-il ? On répondra : les accidents de la vie courante ou, pour être plus bref, les accidents de la vie. C'est à la fois peu de chose et beaucoup, au moins quand ils ne sont pas couverts par la garantie du même nom², dont les assureurs font activement la promotion mais qui n'est que facultative.

3 - *Intrinsèquement*, l'accident corporel est donc un accident de la vie mais pas – ou pas immédiatement – un accident de la

vie sociale. C'est d'abord un accident du corps. Mais – là encore – des problèmes de délimitation apparaissent. L'accident corporel, ce n'est pas la maladie ; mais certaines maladies – on songe aux maladies professionnelles – sont traitées comme des accidents (CSS, art. L. 412-1). L'accident corporel suppose un dommage corporel, c'est-à-dire une lésion portée au corps, une atteinte à l'intégrité physique de la personne, comme le dit l'article L. 141-1 du Code des assurances. Pour autant, l'accident corporel ne se confond pas avec le dommage corporel³, qui peut être la conséquence d'une atteinte volontaire au corps humain : suicide, auto-mutilation, voire meurtre. Mais, dans ce dernier cas, n'y a-t-il pas au moins accident du côté de la victime (qui n'est tout de même pas morte dans son lit), sinon du côté du responsable ? Or, c'est la considération de la victime qui est ici essentielle, du corps de la victime. C'est mon corps, et l'assurance « individuelle accident » que je peux souscrire pour le garantir, qui m'intéresse et pas le corps de mon ennemi (pour reprendre l'intitulé d'un film d'Henri Verneuil). Ainsi compris, l'accident corporel, c'est un substantif précédé d'un possessif (« mon accident corporel ») et naturellement suivi d'un adjectif. Et ce qui nous intéresse ici est de savoir ce que cet adjectif peut apporter de spécifique par rapport à ce que Jean Bigot, David Bakouche et Jean-Sébastien Borghetti ont brillamment dit sur les accidents en général. On ne s'étonnera donc pas que le plan choisi reprenne l'ordre des interventions précédentes. Nous envisagerons donc successivement la notion d'accident corporel et la garantie des accidents corporels, l'une comme l'autre étant marquées par ce corps aussi omniprésent que dérangeant.

1. La notion d'accident corporel

4 - Quand on lit les polices « individuelles accident », on constate que leur définition de l'accident corporel est semblable

1. Cette contribution a été préparée en commun par les deux auteurs ; l'introduction et la première partie ont été rédigées par L. Mayaux, la deuxième partie par J. Kullmann.

2. Sur laquelle, V. J. Péchinot, *La garantie des accidents de la vie : Resp. civ. et assur.* 2000, *chron.* 10. – V. *infra* n° 38.

3. Ce qui nous dispense d'envisager la question de sa réparation sur laquelle il a beaucoup été écrit et par plus spécialistes que nous : V., par ex., Y. Lambert-Faivre et S. Porchy-Simon, *Droit du dommage corporel : systèmes d'indemnisation* : Dalloz, 7^e éd., 2011.